Des voix: Bravo!

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, en imposant la clôture pour arrêter ce débat sur le libre-échange, après seulement deux jours de débat à l'étape du rapport, le gouvernement agit complètement en violation de la démocratie parlementaire. Nous avons ici ce qui constitue, de l'aveu du gouvernement, la loi la plus importante jamais présentée au Parlement, et on ne lui a accordé que cinq jours de débat à la 2^e lecture. Maintenant, après deux jours de débat à l'étape du rapport, on va lui accorder deux jours de plus, ce qui constitue un total de quatre jours, puis on va imposer la clôture après deux jours de débat à la 3^e lecture.

En outre, le gouvernement a aussi imposé la clôture au comité législatif lorsqu'on n'a autorisé que trois semaines pour entendre les témoins. Beaucoup de témoins voulaient être entendus, non seulement à des audiences tenues ici à Ottawa mais dans tous le pays.

● (1810)

Le gouvernement a imposé la clôture à toutes les étapes de l'étude de ce projet de loi très important. Les débats ont été très brefs. Comme je l'ai dit, il y a eu cinq jours de débat à la 2^e lecture, trois semaines en comité pour entendre les témoins et les groupes représentant les Canadiens et maintenant il y en aura quatre à l'étape du rapport et deux à la 3^e lecture.

D'après le gouvernement, la clôture se justifie parce que les partis d'opposition ont déjà pris leur décision. Ils disent que les libéraux ont déjà pris position, contre l'accord, tout comme les néo-démocrates. Puisque les députés des deux partis d'opposition ont déjà pris position, pourquoi se donner la peine de poursuivre le débat? Les ministériels ne comprennent absolument pas l'objet du débat à la Chambre.

Personne ne présume un seul instant qu'en discutant des questions à l'étude à la Chambre nous convaincrions les ministériels de changer de position et de voter avec l'opposition. Nous savons que le gouvernement dispose de 211 députés et l'opposition d'environ 70 députés. Nous savons que nous serons toujours minoritaires sur toutes les questions.

Le débat n'a pas pour objet de convaincre les députés d'en face de voter avec nous, mais bien d'expliquer ce dont on discute pour la gouverne du public à l'extérieur de la Chambre, du grand public canadien, des citoyens du Canada, de sorte qu'ils puissent comprendre de quoi nous discutons. Si le débat est limité à quatre jours seulement à l'étape du rapport et à deux jours à celle de la troisième lecture, nous n'aurons pas le temps d'expliquer au public canadien les défauts du projet de loi. Et le gouvernement, s'il y tenait, n'aurait pas le temps non plus d'expliquer les bons côtés du projet de loi. Je dis s'il y tenait, car il est évident d'après le débat, tant à l'étape de la deuxième lecture qu'à celle du rapport, que les ministériels ne parlent pas vraiment des points particuliers de l'accord. Ils parlent du libre-échange théorique.

Attribution de temps

Les députés n'arrêtent pas de dire quelle merveilleuse chose que le libre-échange et quel bien il fera au Canada. Ils ne parlent cependant pas précisément de cet accord-là avec les États-Unis. Nous, de l'opposition, par contre, parlons des points particuliers de l'accord. Pour cela, nous avons besoin de temps. C'est pourquoi clore le débat après aussi peu de temps est une travestie de la démocratie parlementaire.

Nous n'avons pas l'espoir de convaincre les gens d'en face. Nous voudrions bien, mais nous savons que c'est une cause perdue. Par tous ces amendements, nous essayons d'attirer l'attention du public sur les lacunes et les défauts de la mesure législative, que les Canadiens doivent comprendre avant les élections.

J'ai mentionné que nous nous intéressions aux détails de la mesure. De plus, nous sommes d'avis que les élections de 1984 ne donnaient pas au gouvernement mandat pour la faire adopter. Le sujet n'a jamais été mentionné pendant la campagne électorale. En fait, les seuls mots que nous ayons entendu de la part de dirigeants du parti avant l'élection venaient du premier ministre (M. Mulroney), qui disait en 1983:

Les Canadiens ont rejeté le libre-échange avec les États-Unis en 1911. Ils feraient de même en 1983. Le Canada doit augmenter sa part du commerce mondial, qui a baissé de 33 p. 100 au cours des deux dernières décennies.

Que disait le ministre des Finances (M. Wilson) en 1983? Ceci:

Un libre-échange bilatéral avec les États-Unis est simpliste et naïf. Il ne ferait que réduire notre aptitude à soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Que disait l'ancien secrétaire d'État, David Crombie? Ceci:

C'est ridicule. Le Canada doit naturellement améliorer ses relations commerciales avec les États-Unis, mais notre destin naturel est de devenir un leader mondial et non un petit frère des États-Unis.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a dit quelque chose d'à peu près semblable. Voilà ce qu'étaient les positions des principaux membres du gouvernement avant la campagne électorale de 1984. Pendant la campagne elle-même, rien n'a été dit.

En 1986, après le sommet «irlandais» entre le président des États-Unis et le premier ministre, à Québec, les négociations commençaient. Ils ont commencé à négocier sans avoir reçu de mandat pour ce faire. Puis, au mois d'octobre 1987, nous avons reçu un document de 35 pages énumérant certains éléments de l'accord et nous avons eu très peu de temps pour le débattre. En fait, je crois que nous n'avons eu qu'une ou deux journées réservées à l'opposition pour débattre cette question. Ensuite, au mois de décembre, nous avons reçu le texte complet de l'accord de libre-échange, qui compte 1 400 pages, et on ne nous a accordé que trois jours pour débattre l'entente. Nous n'avons eu que trois jours pour débattre un accord de 1 400 pages, qui n'avait été envoyé à nos bureaux que quelques jours plus tôt. Mais, tout ce temps-là, le débat ne portait pas sur le projet de loi. Nous n'avons reçu le projet de loi qu'au mois de mai de cette année, il y a quelques mois à peine.